

DDC: 25 ANS DE PRÉSENCE AU VIETNAM FAIRE ENTENDRE LA VOIX DU PEUPLE

ÉDITORIAL

La série «Asia Brief» a pour objectif d'informer les acteurs du développement et le public intéressé des dernières innovations, résultats et impacts de la coopération suisse au développement en Asie. La présente édition a ceci de particulier qu'elle retrace le chemin parcouru conjointement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Vietnam durant ces 25 dernières années, au moment où la DDC se retire, passant le relais au Secrétariat d'État à l'économie (SECO).

Franziska Freiburghaus,
Co-Cheffe de la Division Asie de l'Est

LE CONTEXTE

En 1992, le Vietnam était un pays encore marqué par plusieurs décennies de guerre, de détresse et de pauvreté. Le rationnement des biens de consommation courante venait tout juste d'être supprimé, des commerces privés et des marchés remplaçant les magasins gérés par l'État. La bicyclette était toujours très répandue, mais la moto, en particulier la fidèle Honda Dream fabriquée en Thaïlande, s'intégrait peu à peu dans le paysage urbain. Des étrangers commençaient à arriver dans les villes.

La guerre entre le Nord et le Sud avait pris fin en 1975. On estime qu'elle a fait plus de 3 millions de victimes civiles, aucune famille n'ayant été épargnée. Le nouveau régime avait agi rapidement pour asseoir son autorité, mais les bouleversements causés par la réunification avaient entraîné une décennie de désastres économiques et sociaux.

Le système de planification centralisée était incapable de répondre aux besoins

de la population, frappée par une pauvreté et une malnutrition endémiques. Dans la partie sud du pays, les paysans boycottaient l'agriculture collective, faisant échouer les réformes imposées après la réunification, tandis que les politiques et les hommes d'affaires faisaient pression pour ouvrir le pays au commerce et aux investissements étrangers.

LE DÉBUT DES RÉFORMES

Au milieu des années 1980, il n'était plus possible d'ignorer la misère économique, le mécontentement atteignant de nouveaux sommets. Le parti communiste était obligé d'agir, et en 1986, le congrès du parti arrêta une politique de réformes qui donnait plus de libertés au secteur privé en matière de développement économique tout en maintenant le contrôle politique du parti.

En 1990, le Vietnam avait amorcé son développement: les salaires augmentaient, la consommation prenait de l'ampleur, les indicateurs de santé s'amélioraient. Les investisseurs étrangers étaient attirés par une main-d'œuvre éduquée et bon marché. Le Vietnam devenait un partenaire international. En 1994, les États-Unis levèrent l'embargo économique en place depuis 1979, suscitant une attente et un ferveur populaire immenses.

Le Vietnam développait ses relations diplomatiques, et un certain nombre de pays, dont la Suisse, cherchaient des moyens de le soutenir sur la voie du développement.

INSTALLATION DE LA DDC À HANOÏ

En 1992, la Direction du développement et de la coopération (DDC) lança, de son



Classement de petits projets par ordre de priorité dans une communauté de la province de Hoa Binh. © Helvetas Swiss Intercooperation Vietnam



Lancement de la stratégie suisse de développement au Vietnam.

© Bureau de coopération suisse à Hanoï



Plans d'aménagement urbain.

© Projet de développement urbain de Dong Hoi



Membres d'une communauté créent leur propre canal d'irrigation dans le cadre d'un projet de petite envergure.

© Centre de développement de la femme et de l'enfant (Centre for Development of Women and Children (DWC))

bureau régional de Bangkok, son premier projet au Vietnam. En 1995, elle ouvrait son bureau vietnamien à Hanoï, avec une petite équipe chargée de déterminer les secteurs dans lesquels une aide était à la fois nécessaire et souhaitée, et dans lesquels la Suisse pouvait mettre à profit son expertise.

Ces secteurs se révélèrent nombreux: depuis 1992, la DDC Hanoï a financé plus de 32 programmes pour un montant de 216 millions de francs. Les estimations font état de 4,6 à 6,8 millions de bénéficiaires.

DE LA PLANIFICATION À LA GESTION

Le premier projet de la DDC, mené en collaboration avec l'Institut asiatique de technologie («Asian Institute of Technology» [AIT]) et quatre grandes universités vietnamiennes, consista à développer un programme de maîtrise en administration des affaires (MBA). Le Vietnam comptait de nombreux spécialistes de la planification centralisée, principalement formés en Russie, mais peu de personnes avaient les aptitudes et les connaissances nécessaires pour gérer des entreprises du secteur pri-

vé et des organismes publics dans une économie de marché en pleine croissance.

Ce premier projet fut accueilli favorablement et s'est poursuivi pendant 17 ans. En 2005, des centaines de membres du personnel universitaire avaient été formés et un programme de doctorat performant avait généré une quarantaine de diplômés capables d'enseigner au niveau MBA et de faire de la recherche dans les universités partenaires.



Femme cueillant du thé dans le cadre d'un projet de promotion de chaînes de valeur.

© Helvetas Swiss Intercooperation



Les décisions sont prises par la collectivité.

© Helvetas Swiss Intercooperation



Formation pratique. © Projet Sciences de l'environnement et technologie dans le Nord du Vietnam («Environmental science and technology in Northern Vietnam» [ESTNV])



Un guichet unique opérationnel.

© Projet « One-stop shop »

LUTTE CONTRE LES NIDS DE POULE ET LA POLLUTION

Le premier directeur local de la DDC comprit rapidement que les villes de province bénéficiaient de très peu d'aides pour gérer leurs problèmes de croissance et leur pénurie d'infrastructures. La DDC fut l'un des premiers partenaires de développement à s'attaquer à la pauvreté dans des programmes de développement urbain.

En 1996, la DDC entama une coopération de dix ans avec les villes et les gouvernements provinciaux de Hué, Nam Dinh et Dong Hoi. Les programmes mis en place s'attaquèrent aux problèmes d'urbanisme, de fourniture de services publics, d'infrastructure, de gestion des déchets et de planification urbaine participative.

Les programmes de développement urbain furent les précurseurs de ce qui allait devenir la principale contribution de la DDC en faveur du Vietnam: le développement de la gouvernance locale et de la participation citoyenne.

AIDE À LA PLANIFICATION ET À LA PARTICIPATION

La DDC a œuvré pour la participation des citoyens dans pratiquement tous ses programmes. Il ne lui a toutefois pas été facile de trouver des solutions viables à cet égard, dans un pays marqué par des décennies de pouvoir vertical et de manque de redevabilité. Contrainte d'innover, elle a par exemple fourni des fonds de développement qui ont permis à des communes et à des communautés locales de gérer leurs propres projets.

La démocratisation de la gouvernance locale a amélioré les relations entre le gouvernement local et la population. Dans les régions bénéficiaires des projets, bon nombre d'officiels ont changé de point de vue sur la participation du peuple, et les citoyens – en particulier les femmes et les minorités – ont trouvé des occasions de s'impliquer dans la vie publique ainsi que la confiance nécessaire pour le faire.

À partir du début des années 2000, la DDC s'est clairement focalisée sur des régions rurales pauvres à forte densité de minorités ethniques. Bon nombre de ses programmes, en particulier ceux fondés sur la notion de chaîne de valeurs, ont dès lors ciblé l'extrême pauvreté avec pour principaux bénéficiaires les minorités ethniques et les femmes.

Dans les communes rurales, les processus de planification participative ont permis à des petits producteurs d'exercer une influence directe sur toutes sortes de décisions, notamment en matière d'investissements. Ils ont aussi émancipé les femmes, leur reconnaissant le droit de toucher un salaire et de s'associer aux prises de décisions. Le programme le plus fructueux en matière de planification communale s'intitule «Les services publics dans l'agriculture et le développement rural» (Public Service in Agriculture and Rural Development [PS-ARD]). Son principal apport est d'avoir fait coïncider la planification de projets et les financements au moyen des fonds de développement communal.

La DDC a franchi une étape supplémentaire dans cette direction avec le projet de gestion communautaire (Community Management Project), dans le cadre duquel des communautés auto-administrées opéraient et géraient des investissements de petite envergure pour le bien de tous (routes, systèmes d'irrigation, etc.).

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Pendant les quinze premières années, la DDC a investi dans plusieurs programmes de renforcement des capacités, qui ont tous fait leurs preuves. Le programme Vocational Training Centres (1994–2007) a soutenu le développement de centres de formation professionnelle pour les jeunes à Hô-Chi-Minh-Ville et à Hanoï, formant des enseignants, réformant les méthodes d'enseignement et instaurant l'élaboration participative de programmes avec les employeurs.

L'aide de la DDC a permis la mise à niveau d'institutions scientifiques et l'aboutissement de plusieurs projets consacrés à des risques environnementaux comme la pollution de l'eau potable à l'arsenic dans le bassin du fleuve Rouge ou la pollution engendrée par la production de briques.

DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EFFICACES

La plupart des programmes de la DDC ont été réalisés avec les communautés et les gouvernements locaux. Mais la stratégie de la DDC visait aussi clairement à soutenir les institutions du gouvernement central dans l'élaboration de politiques et le développement de l'administration publique.

Au nombre des réussites de cette action figure l'instauration de guichets uniques dans le but de simplifier et de décentraliser les services administratifs publics, en particulier concernant l'octroi de permis. Ces guichets uniques sont désormais établis dans toutes les régions du pays et dans la plupart des communes. Forte de ce succès, la DDC a favorisé le déploiement de guichets uniques en Mongolie, au Bhoutan et au Laos.

La DDC a été le principal bailleur de fonds de l'indice de performance de la gouvernance et de l'administration publique au niveau provincial (Provincial Governance and Public Administration Performance Index [PAPI]). Il s'agit de la première initiative qui permette aux citoyens vietnamiens de donner leur avis sur la performance des gouvernements locaux. Ses résultats sont publiés dans une optique de transparence et de responsabilisation des autorités locales.

FACILITER L'ACCÈS DES PAYSANS AUX MARCHÉS

Au début des années 2000, la DDC a commencé à aider les petits agriculteurs à accéder plus facilement aux marchés. Car accroître leur production ne suffisait pas: il fallait qu'ils puissent vendre leurs produits. Les programmes d'aide étaient focalisés sur les chaînes de valeur, qui aident les producteurs à mieux accéder aux marchés et à créer des réseaux de distribution avec des négociants et des distributeurs.

Dans les régions impliquées, les revenus ont augmenté, et presque tous les participants ont confirmé bénéficier d'un meilleur accès au marché pour leurs produits. La meilleure illustration de cette réussite nous est livrée par le projet «Accès des

pauvres au marché en milieu rural» (Market Access for Rural Poor [MARPP]), qui a développé un modèle à bas coût visant à soutenir des chaînes de valeur individuelles pour le thé, les épices, le rotin et l'artisanat, notamment.

LA CONTRIBUTION DE LA DDC: FAIRE ENTENDRE LA VOIX DU PEUPLE

En conclusion, la tradition suisse de démocratie locale a été au cœur de la coopération helvético-vietnamienne. La réussite majeure de la DDC est d'avoir fait entendre la voix du peuple dans les gouvernements locaux et d'avoir encouragé la participation des citoyens aux décisions qui ont un impact sur leurs moyens d'existence.

La plupart des projets ont été couronnés de succès. Parmi ceux qui ont produit de moins bons résultats figurent ceux qui visaient une réforme administrative des institutions du gouvernement central. Par exemple, le projet de soutien aux organes élus par le peuple n'a pas atteint ses objectifs et a été interrompu par la DDC.

Les projets les plus fructueux sont ceux qui ont soutenu le développement de principes démocratiques tels que l'implication du peuple dans le développement économique et social de la nation.



Fabrication, vente et achat d'artisanat de la minorité ethnique Thai.

© Oxfam Vietnam

CAP SUR L'AVENIR

La coopération bilatérale entre la DDC et le Vietnam en matière de réduction de la pauvreté et de gouvernance s'achève en 2016.

Le Vietnam restera un partenaire dans des programmes mondiaux et régionaux de la DDC axés sur des enjeux tels que la gestion des ressources en eau et la sécurité alimentaire. La coopération bilatérale sera continuée par le SECO.



Réunion de développement d'un projet communautaire de petite envergure.

© DWC

IMPRESSUM

Publication

Direction du développement et de la coopération DD
Division Asie de l'Est
Freiburgstrasse 130, CH-3003 Berne
Tél.: +41 31 322 35 17,
eastasia@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

Informations complémentaires

www.eda.admin.ch/vietnam
www.facebook.com/connecttovn

Cette publication est aussi disponible en allemand et en anglais.